

Dans ce numéro

À Taïwan, un Iranien naturalisé taïwanais accusé de financement du terrorisme...

(Page 2)

Selon Mike Pompeo, l'Iran aurait projeté d'assassiner un diplomate américain en représailles à la mort du général Soleimani...

(Page 3)

Selon le livre américain *Rage*, Washington aurait envisagé une frappe nucléaire contre P'yongyang en 2017...

(Page 4)

Donald Trump reconnaît avoir envisagé de faire assassiner Bachar Al-Assad...

(Page 5)

Une société chinoise proche des services de renseignement aurait collecté les données de personnalités influentes du monde entier...

(Page 6)

Washington accuse cinq ressortissants chinois de mener des cyberattaques à l'échelle mondiale...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLES

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La Chine annonce la tenue de nouveaux exercices militaires à proximité du détroit de Taïwan...

Au lendemain de l'arrivée du sous-secrétaire d'État américain Keith Krach à Taïwan, la Chine a annoncé la tenue d'exercices militaires en simulant des combats réels à compter de ce jour. Le porte-parole du ministère chinois de la Défense, Ren Guoqiang, a déclaré que les exercices, dont il n'a divulgué aucun détail, se déroulaient près du détroit de Taïwan et impliquaient le commandement de la zone orientale de l'Armée populaire de libération. Pour affirmer sa position, la Chine a dépêché dix-huit avions qui ont franchi la ligne de démarcation dans le détroit de Taïwan ce matin. La formation était composée de deux bombardiers *Xian H-6* et seize chasseurs *Shenyang* : huit J-16, quatre J-11 et quatre J-10. Ren Guoqiang a précisé que ces exercices relèvent d'une action raisonnable et nécessaire visant la situation actuelle dans le détroit de Taïwan afin de protéger la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine. Il a d'ailleurs déclaré que récemment, les autorités des États-Unis et du Parti démocrate progressiste (DPP) avaient intensifié leur collusion, créant fréquemment des troubles. Il a averti que toute action visant à essayer d'utiliser Taïwan pour contrôler la Chine ou compter sur les étrangers pour se développer, ne relevait que d'un vœu pieux ne menant qu'à une impasse, ajoutant que quiconque joue avec le feu finit par se brûler. Le porte-parole du ministère chinois de la Défense a par ailleurs déclaré que l'Armée populaire de libération avait la volonté, la confiance et les capacités suffisantes pour contrecarrer tout acte séparatiste visant l'indépendance de Taïwan.

(Radio Taïwan international, le 18-09-2020)

Le groupe irakien Saraya Al-Muntaqim revendique une attaque contre un véhicule de la CIA à l'intérieur de la zone verte...

Le groupe de la résistance irakienne Saraya Al-Muntaqim (Brigades des vengeurs) a attaqué un véhicule de la CIA près du camp *Victory* avec deux bombes, en bordure de route. Le groupe Saraya Al-Muntaqim a rapporté que des combattants de la résistance étaient entrés dans la zone verte malgré de lourdes mesures de sécurité autour de la base *Victory*. Ils y ont posé des explosifs et ont quitté la zone sans être aperçus par les forces de sécurité. Le groupe a également annoncé qu'au moins trois Américains avaient été tués dans l'attaque. Il est à noter qu'il s'agit de la troisième attaque du groupe Saraya Al-Muntaqim contre les forces étrangères en Irak en deux jours, après sa formation. En effet, dans un communiqué officiel publié le 12 septembre, le groupe se dit engagé à combattre les forces américaines en Irak. Lundi 14 septembre, une bombe en bordure de route a visé un convoi transportant des véhicules blindés et du matériel, de chars *Cougar* MRAP pour les troupes américaines, sur la route principale menant à la province de Babylone, au sud de Bagdad. Une attaque similaire a eu lieu mardi soir dans la région d'Al-Nil de Babylone.

(Press TV, le 16-09-2020)

À Taïwan, un Iranien naturalisé taïwanais accusé de financement du terrorisme...

Le bureau des procureurs de Chiayi, dans le sud-ouest de Taïwan, vient d'annoncer qu'un Iranien naturalisé taïwanais répondant au nom de Lu et son épouse avaient été arrêtés pour violation de la loi sur la lutte contre le financement du terrorisme. L'entreprise commerciale fondée par cet homme d'affaires aurait financé une organisation iranienne listée pour des sanctions par le ministère taïwanais de la Justice. Selon les procureurs, l'entreprise de Lu et de son épouse importe du goudron depuis l'Iran, qu'elle revend aux entreprises taïwanaises. Les bénéfices générés par cette entreprise sont ensuite envoyés par des moyens non identifiés à une organisation iranienne listée par le ministère de la Justice. Après une perquisition, les deux personnes ont été arrêtées pour violation de la loi sur le financement du terrorisme avant d'être libérées sous caution, d'un montant de 200 000 dollars taïwanais (soit 5 800 euros) pour Lu et 100 000 dollars taïwanais (2 900 euros) pour son épouse.
(*Radio Taïwan international, le 14-09-2020*)

Un repaire de militants découvert par l'armée indienne au Jammu-et-Cachemire...

Une cachette de militants a été détruite vendredi dans le district de Kupwara, au Jammu-et-Cachemire, et des armes et des munitions ont été récupérées, a indiqué l'armée. Une opération de recherche a été lancée vendredi après-midi dans la zone forestière de Kandi à Kupwara, au nord du Cachemire, sur la base d'une information spécifique, a déclaré un responsable de l'armée. Il a dit qu'au cours de l'opération de recherche, une cachette avait été détruite. Les forces ont récupéré un fusil AK-47, un lance-grenades et deux grenades à main dans la cachette, a indiqué le responsable.
(*All India Radio, le 19-09-2020*)

La Turquie annonce avoir neutralisé plus de 250 terroristes présumés durant l'été...

Grâce aux opérations réussies menées durant l'été par les forces de sécurité turques, un coup dur a été porté à l'organisation terroriste séparatiste YPG/PKK : 277 terroristes ont ainsi été neutralisés. Parmi eux figuraient Murat Kalko, alias Agit Garzan - un soi-disant responsable du PKK à Hakurk figurant sur la liste rouge des terroristes recherchés -, Izzet Yigit et Benazir Yilmaz figurant sur la liste « orange », ainsi que Ferhat Ates, alias Sefkan Mardin, figurant sur la liste « grise ». Par ailleurs, les forces de sécurité turques ont détruit les refuges et dépôts des terroristes à Tunceli, Diyarbakir, Bingol, Erzincan, Erzurum, Agri, Kars, Hakkari, Sirnak, Mardin, Siirt, Bitlis et Van.
(*La voix de la Turquie, le 14-09-2020*)

Suite du démantèlement d'une cellule de Daesh au Maroc : découverte d'un camion contenant des bouteilles remplies d'explosifs...

Suite de l'enquête qui est menée en ce moment sur la cellule liée à Daesh démantelée il y a sept jours maintenant. Cinq suspects au total ont été arrêtés dans plusieurs villes - Skhirat, Tiflet, Tanger et Temara - où les enquêteurs se sont rendus hier. Une perquisition a donc été menée suite aux investigations du Bureau central d'investigation judiciaire. Elles ont mené les enquêteurs à un véhicule frigorifique garé sur un parking. Il appartient au principal suspect. C'est son épouse qui a renseigné la police sur son emplacement. Un emplacement qui se trouve être à proximité de l'appartement de la sœur du principal suspect. La perquisition menée avec des techniciens experts en explosifs et la police scientifique a permis la saisie de bouteilles en verre remplies de liquide explosif attachées à du tissu, de caisses en plastique contenant des traces de substances chimiques suspectes et d'un sabre. Toutes ces pièces vont être soumises à expertises dans le cadre de l'enquête du BCIJ sous la supervision du parquet chargé des affaires du terrorisme et de l'extrémisme.
(*Médi-1, le 17-09-2020*)

Onze morts après l'attaque de deux villages nigériens par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...

Des djihadistes ont attaqué mardi deux villages de l'État de Borno, épicentre de l'insurrection islamiste au Nigeria, tuant onze habitants, a-t-on appris mercredi de source sécuritaire. Des combattants motorisés affiliés selon ces sources à l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont ouvert le feu sur des habitants de Wasaram et de Auno. « Nous avons retrouvé les corps de onze personnes après ces deux attaques » a déclaré à l'AFP Ibrahim Liman, chef d'une milice locale pro-gouvernement. « Les djihadistes s'en sont pris aux habitants de Wasaram, à 90 kilomètres de la capitale régionale Maïduguri, parce qu'ils les soupçonnaient d'avoir informé l'armée de leurs mouvements, alors qu'ils

s'apprêtaient à attaquer le marché hebdomadaire de la ville voisine de Ngambu » a-t-il ajouté. « Des soldats nigériens ont alors intercepté les combattants islamistes et les ont forcé à battre en retraite » selon un autre milicien, Umar Ari. « Ils ont attaqué le village sur la route du retour » a-t-il précisé. Plus tôt dans la journée, des combattants de l'ISWAP avaient tué trois fermiers travaillant aux champs près du village d'Auno, à 65 kilomètres de là, ont ajouté les deux miliciens. Par ailleurs, huit personnes ont été blessées, tard mardi, lorsque des membres de Boko Haram ont attaqué un convoi civil escorté par des militaires, près de la ville de Banki, à proximité de la frontière camerounaise, a-t-on appris de source sécuritaire. « Quatre des victimes ont été transportées dans un hôpital à Mora, au Cameroun, en raison de la gravité de leurs blessures » a précisé cette source qui a requis l'anonymat. L'insurrection de Boko Haram est née en 2009 dans le nord-est du Nigeria avant de se propager dans les pays voisins, au Cameroun, au Niger et au Tchad. Depuis cette date, plus de 36 000 personnes, principalement au Nigeria, ont été tuées, et trois millions ont dû fuir leur domicile selon l'ONU. En 2016, le groupe s'est scindé en deux branches : la faction dirigée par son chef historique, Abubakar Shekau, et l'ISWAP, affilié au groupe État islamique.
(Africa Radio, le 17-09-2020)

L'assassinat de huit personnes, le 9 août au Niger, revendiqué par le groupe État islamique...

Le groupe État islamique a revendiqué ce jeudi l'assassinat, le 9 août au Niger, de huit personnes dont six humanitaires français et deux Nigériens. Dans sa revue *Al-Naba*, la publication authentifiée par de multiples sources dont l'organe américain *SITE*, il évoque une attaque éclair dans la région de Kouré ayant abouti à la mort de ces huit personnes.
(Deutsche Welle, le 17-09-2020)

L'État islamique a revendiqué l'assassinat le 9 août dernier de huit personnes au Niger, parmi lesquelles six humanitaires français. Ils avaient été tués en compagnie de leur chauffeur et de leur guide nigériens par des hommes armés à moto alors qu'ils visitaient une réserve de girafes à 60 kilomètres au sud-est de la capitale Niamey. Une zone à l'époque qui n'était pas classée « rouge ». Un massacre qui avait provoqué une très vive émotion en France. Au Niger, les attaques djihadistes sont en recrudescence depuis plusieurs mois.
(Radio Vatican, le 18-09-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Selon Mike Pompeo, l'Iran aurait projeté d'assassiner un diplomate américain en représailles à la mort du général Soleimani...

Le président Trump a promis une attaque mille fois plus forte à toute attaque de l'Iran. Auparavant, son secrétaire d'État, Mike Pompeo, avait affirmé lundi qu'il prenait au sérieux des informations sur un projet présumé de l'Iran pour assassiner une diplomate américaine. Ces informations ont été dénoncées comme sans fondement par Téhéran. Selon le site d'information *Politico*, un tel assassinat qui viserait l'ambassadrice américaine en Afrique du Sud, une proche de M. Trump, serait pour venger la mort du puissant général iranien Qassem Soleimani tué en janvier par une frappe américaine, sur ordre du président Trump.
(La voix de l'Amérique, le 15-09-2020)

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a affirmé lundi qu'il prenait au sérieux des informations sur un projet présumé de l'Iran pour assassiner une diplomate américaine, dénoncées comme sans fondement par Téhéran. Selon le site d'informations *Politico*, qui cite deux responsables américains sous couvert de l'anonymat, les services de renseignement pensent que le gouvernement iranien envisage de tenter d'assassiner l'ambassadrice des États-Unis en Afrique du Sud, Lana Marks, proche de Donald Trump. La menace, détectée depuis le printemps, est devenue plus précise ces dernières semaines d'après les sources de *Politico*, alors que Téhéran entend venger la mort de son puissant général Qassem Soleimani, tué en janvier par une frappe américaine sur ordre du président américain. « Nous prenons ce genre d'affirmations au sérieux » a dit Mike Pompeo sur la chaîne *Fox News*. « Nous savons que la République islamique d'Iran est le premier État soutenant le terrorisme au monde et qu'ils ont déjà perpétré ce genre d'assassinats en Europe et ailleurs » a-t-il ajouté. « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger chacun de nos responsables du département d'État » a-t-il poursuivi, en mettant en garde l'Iran : « Attaquer un Américain, où que ce soit, quel que

soit le moment, qu'il s'agisse d'un diplomate, d'un ambassadeur ou d'un militaire, c'est totalement inacceptable ». Le ministère iranien des Affaires étrangères avait auparavant estimé qu'il s'agissait de fausses informations, sans fondement. Son porte-parole a évoqué des méthodes répétitives et nauséabondes pour créer un climat anti-iranien sur la scène internationale. « L'Iran a démontré son adhésion durable aux principes et usages de la diplomatie internationale, tandis que l'administration Trump a agi au mépris de nombreuses normes et lois internationales » a-t-il affirmé. Le président américain a retiré en 2018 les États-Unis de l'accord international sur le nucléaire iranien, jugeant ce texte insuffisant pour empêcher Téhéran de se doter de la bombe atomique et pour endiguer son influence néfaste au Moyen-Orient. Mais malgré des sanctions américaines sans précédent, sa campagne de pression maximale n'a pas favorisé la négociation d'un nouvel accord, objectif affiché par le milliardaire républicain, et les tensions entre les deux pays ennemis restent vives.

(Africa Radio, le 15-09-2020)

Les activités de la Chine dans le collimateur des services de renseignement tchèques...

Les tactiques de Pékin, entre *Soft Power* et interventions affichées, sont dans le collimateur des services de renseignement tchèques depuis quelques temps déjà. En octobre 2019, le chef des services de renseignement tchèques (BIS), Michal Koudelka, avait mis en garde contre les activités de la Chine, qu'il considère comme une des principales menaces pour le pays. Campagnes d'influences, tentatives de recrutement d'agents tchèques, mais aussi de personnalités issues du monde scientifique ou universitaire : autant de pratiques hostiles qui sont mises en œuvre par Pékin, selon le BIS.

(Radio Prague international, le 17-09-2020)

Selon la police fédérale américaine, la Russie continuerait de diffuser de fausses informations...

La Russie est à nouveau accusée d'ingérence dans la campagne électorale américaine. C'est le directeur du FBI, Christopher Wray qui a porté ces accusations lors d'une audition devant la commission du Congrès à Washington. Selon la police fédérale américaine, Moscou diffuse de manière continue de fausses informations en vue de diviser le pays. Un scénario semblable à celui de 2016, selon les services secrets américains.

(Deutsche Welle, le 18-09-2020)

... MILITAIRE ...

Tout repérage d'OVNI devra faire l'objet d'un rapport, selon de nouvelles directives du ministère japonais de la Défense...

Le ministre japonais de la Défense a donné des directives à son ministère et au personnel des Forces d'autodéfense dans le cas où ils seraient confrontés à des objets volants non identifiés. Kono Taro a donné ses instructions lundi. Selon les directives, le repérage de tout objet non identifié dans les airs et qui pourrait menacer la défense et la sécurité du pays doit être signalé dans un rapport. Les directives appellent aussi à faire le maximum pour prendre en photo ou filmer les objets afin que les analyses nécessaires puissent être effectuées. Le ministère de la Défense indique que les instructions ont été données en raison d'une hausse de l'utilisation de drones et autres objets volants qui diffèrent des avions conventionnels. Plus tôt cette année, le département américain de la Défense a publié une vidéo montrant ce qu'il qualifie d'OVNI et a mis en place un groupe de travail pour enquêter.

(Radio Japon international, le 15-09-2020)

Selon le livre américain *Rage*, Washington aurait envisagé une frappe nucléaire contre P'yongyang en 2017...

La Maison bleue a dénié l'affirmation du livre américain *Rage* selon laquelle Washington a envisagé d'appliquer le Plan d'opération 5027 consistant à recourir à 80 armes atomiques contre P'yongyang en 2017. Cet ouvrage en question a été rédigé par Bob Woodward, éditeur adjoint du *Washington Post*, et obtenu par le journal sud-coréen *Dong-a Ilbo*. Un responsable de la Cheongwadae a annoncé, hier, devant des journalistes, qu'il n'est pas approprié de commenter les livres de journalistes étrangers, mais les autorités ont décidé de le faire car cette affaire risque de préoccuper la population. Selon lui, il est vrai que la situation était critique durant la période allant de juillet à septembre 2017, et la raison pour laquelle le président sud-coréen a présenté, à l'époque, l'initiative de paix de Berlin, dans l'intention de lutter contre une éventuelle crise. Dans son discours de célébration du 15 août de la même année, jour de la libération de la Corée, Moon Jae-in a déclaré que Séoul n'accepterait aucun

conflit armé, tout en soulignant que la Corée du Sud constituait le seul pays à pouvoir déterminer une opération militaire dans la péninsule. D'après l'hôte de la Maison bleue, l'utilisation de l'arme nucléaire ne faisait pas partie de son plan et il est impossible de procéder à un tel lancement sans le consentement du Sud. L'officiel du bureau présidentiel a affirmé que, malgré l'enlisement des relations P'yongyang-Washington aujourd'hui, Séoul ne cesserait de déployer des efforts pour le processus de paix sur la péninsule coréenne.

(KBS World Radio, le 15-09-2020)

Donald Trump reconnaît avoir envisagé de faire assassiner Bachar Al-Assad...

Donald Trump a confirmé qu'il avait bien envisagé d'assassiner Bachar Al-Assad, dans une interview sur *Fox News*, ce mardi. Selon le président américain, le projet avait été débattu à la Maison-Blanche en avril 2017, après une nouvelle attaque au gaz sarin imputée au régime syrien qui avait tué plus de 80 civils, dont des enfants, à Khan Cheikhoun, dans la province d'Idleb au nord-ouest du pays. Comme l'a confié Donald Trump sur la chaîne américaine, c'est finalement son secrétaire de la Défense de l'époque, James Mattis, qui l'en avait dissuadé. « J'aurais préféré l'éliminer » a dit le président américain en parlant du président syrien. « Tout était prêt mais Mattis ne voulait pas le faire » a-t-il souligné, qualifiant le secrétaire de la Défense de « général surcoté » qu'il avait finalement laissé partir. Affirmant que le dirigeant de Damas avait tué trop de monde, Donald Trump a tout de même indiqué qu'il ne regrettait pas de ne pas l'avoir tué.

(124News, le 16-09-2020)

Un avion de narcotrafiquants présumés immatriculé aux États-Unis abattu par l'armée vénézuélienne...

« Un avion de trafiquants de drogue immatriculé aux États-Unis qui est entré illégalement dans l'espace aérien vénézuélien via l'État de Zulia a été neutralisé » a annoncé le ministre vénézuélien de l'Intérieur Nestor Reverol via *Twitter*. Il a également publié des images de l'avion détruit. « Nous maintenons un état d'alerte permanent. Nous surveillons notre espace aérien pour éviter qu'il ne soit utilisé pour le trafic de drogue illicite en provenance de Colombie, le plus grand producteur de cocaïne au monde » précise le ministre. Les militaires vénézuéliens ciblent souvent des avions non identifiés utilisés par les trafiquants. La dernière fois, un tel avion immatriculé aux États-Unis a été abattu en juillet. En 2013, le Président vénézuélien Nicolas Maduro a autorisé la destruction de tout avion de trafiquants entrant dans l'espace aérien du pays. L'initiative du projet de loi appartient à son prédécesseur Hugo Chavez.

(Radio Sputnik, le 16-09-2020)

La Corée du Nord s'apprêterait à dévoiler un nouveau type de missile, selon le chercheur Ankit Panda...

La Corée du Nord doit fêter, le 10 octobre, le 75e anniversaire de la création du Parti des travailleurs au pouvoir. Pour cela, elle préparerait un fastueux défilé militaire, comme elle en a l'habitude lors d'anniversaires importants, avec des parades destinées à faire la démonstration de sa puissance. L'attention est donc rivée sur les prochaines festivités. Dans ce contexte, Ankit Panda, chercheur de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, a estimé, au cours d'une visioconférence organisée hier par Korea Society, une organisation américaine à but non lucratif, que le pays communiste présentera, le mois prochain, « quelque chose de gigantesque » lors de cet événement. Afin d'étayer son analyse, le chercheur a évoqué le fait que, lors des parades passées pour les 65e et 70e anniversaires du parti, le régime communiste avait présenté de nouvelles armes stratégiques, comme le missile balistique intercontinental KN-14 et celui à moyenne portée *Hwasong-10*. L'expert américain de l'Asie/Pacifique prévoit ainsi qu'un nouvel engin à propergol solide de type *Pukkuksong-2* devrait être dévoilé et le défilé organisé d'une manière inédite. Selon lui, le régime de Kim Jong-un pourrait en profiter pour montrer ses capacités balistiques, aussi bien qualitatives que quantitatives.

(KBS World Radio, le 17-09-2020)

Un bâtiment de guerre chinois repéré à 39 milles nautiques des côtes taïwanaises...

Le ministère de la Défense a révélé qu'un navire de guerre chinois est passé, hier, au-delà de la zone contiguë de 24 milles nautiques (environ 44 kilomètres) de la côte est de Taïwan. L'armée taïwanaise a détecté le navire en fin d'après-midi alors qu'il se trouvait à 39 milles nautiques (environ 72 kilomètres) à l'est de Xiaoqingshui, comté de Hualien, avant que ce dernier ne se déplace vers le sud en passant au large de l'île des Orchidées. L'armée a affirmé avoir surveillé le navire pendant tout son trajet à l'est

de Taïwan jusqu'à ce matin, au moment où le navire serait probablement entré dans le canal de Bashi.
(*Radio Taïwan international, le 17-09-2020*)

L'activité militaire autour de Taïwan disponible en temps réel sur le site du ministère de la Défense...

Le ministre taïwanais de la Défense a mis à disposition sur son site internet une plateforme d'information mise à jour en temps réel qui permet de suivre le développement des activités militaires autour de Taïwan, le tout accompagné de courts rapports et de photos. Il s'agit d'une procédure d'information similaire à celle de l'état-major japonais. La mise en place de la plateforme intervient dans un contexte de passages répétés de navires chinois près de Taïwan et notamment dans le détroit de Taïwan, mais aussi d'avions militaires dans la Zone d'identification de défense aérienne (ZIDA), des manœuvres perçues par Taïwan comme une menace pour la paix et la stabilité régionales.

Ce matin encore, le ministère de la Défense a annoncé que deux avions chinois anti-sous-marin avaient pénétré dans le sud-ouest de la ZIDA taïwanaise hier. Le ministère a précisé qu'en plus d'avoir émis des messages radio leur ordonnant de partir immédiatement, des avions de chasse avaient également été déployés sur place pour surveiller la situation.

(*Radio Taïwan international, le 17-09-2020*)

... CYBERESPACE ...

La fonction Stop Covid d'Apple présenterait des risques d'atteinte à la vie privée, selon Taïwan...

Début septembre, Apple a lancé la mise à jour de son système d'exploitation pour téléphones et tablettes : iOS 13.7. Dans cette nouvelle version y a été intégrée la mise à jour du système de recherche des contacts par localisation. C'est par la technologie Bluetooth que, lorsqu'un nouveau cas de Covid-19 est dépisté, toutes les personnes ayant été en contact prolongé à moins de deux mètres avec le cas sur les quatorze derniers jours peuvent en être informées. Ce lundi, le Centre de commandement et de lutte contre les épidémies (CECC) a annoncé que cette fonction ne serait pas applicable à Taïwan à l'heure actuelle. Le porte-parole du CECC, Chuang Jen-hsiang, a expliqué que cette nouvelle fonction présente des risques d'atteinte à la vie privée et qu'une décision ne serait prise qu'après un consensus général.

(*Radio Taïwan international, le 14-09-2020*)

Une société chinoise proche des services de renseignement aurait collecté les données de personnalités influentes du monde entier...

Zhenhua Data, une société chinoise liée à l'Armée populaire de libération (APL) et aux autorités de renseignement de la Chine, a révélé avoir collecté plus de 2,4 millions de données liées à des personnalités influentes. *Radio Free Asia (RFA)* vient de révéler avoir eu accès à une partie de la liste, sur laquelle figurent au moins 2 900 Taïwanais, dont l'ancien président de la République Ma Ying-jeou, l'actuel ministre des Affaires étrangères Joseph Wu, le vice-directeur du Bureau de la Sécurité nationale Hu Mu-yuan et le président du Parti pour le peuple (PFP) James Soong. Des données concernent leur adresse, leur date de naissance, leur boîte aux lettres électronique, leur état-civil, leurs photos, leurs contacts sur des réseaux sociaux, mais aussi leurs dossiers judiciaires. La radio a identifié la source d'information, le professeur américain au Vietnam Chris Balding, qui avait enseigné à l'université de Pékin pendant près de dix ans avant d'être congédié en 2018 suite à des critiques concernant la liberté d'expression en Chine. Chris Balding a réussi à restituer les données qu'il avait obtenues avec l'aide de Robert Potter, fondateur de Internet 2.0. Selon *Radio Free Asia*, parmi les 2,4 millions de données collectées, 52 000 sont liées à des Américains, 35 000 à des Australiens, 10 000 à des Indiens, 9 700 à des Britanniques et 5 000 à des Canadiens.

(*Radio Taiwan international, le 16-09-2020*)

La société chinoise Zhenhua Data Technology, qui se présentait sur son site aujourd'hui disparu comme un pionnier de la guerre hybride, a collecté les données de quelque 700 personnalités de la société publique tchèque, selon le site *Aktualne.cz*. La base de données collectées comprenait les profils de politiques, de diplomates, d'employés de services de sécurité, d'entrepreneurs et de membres du monde académique, ainsi que de leurs enfants. Les services de renseignement tchèques (BIS) ont ouvert une enquête. La société chinoise compilait essentiellement des données publiques concernant les personnes en question, comme des photographies, les profils de réseaux sociaux et

des référencements dans les médias.
(*Radio Prague international, le 16-09-2020*)

Washington accuse cinq ressortissants chinois de mener des cyberattaques à l'échelle mondiale...

Le département américain de la Justice a accusé cinq citoyens chinois de mener des cyberattaques à l'échelle mondiale. Le procureur général adjoint Jeffrey Rosen en a fait l'annonce mercredi. Le département américain de la Justice a déclaré que ces attaques concernent plus d'une centaine d'entreprises, dont des sociétés d'informatique ou de communication et des développeurs de jeux vidéo, aux États-Unis, au Japon, au Brésil et en Thaïlande notamment. Ils ont également obtenu un accès illégal aux systèmes informatiques des gouvernements indien et vietnamien. Les dommages causés par ces cyberattaques se chiffrent à plus d'un million de dollars. Lors d'une conférence de presse, Jeffrey Rosen a accusé Pékin de ne pas sanctionner les cyberattaques. Il a ajouté que le Parti communiste avait choisi de rendre la Chine sûre pour ses propres cybercriminels. Le ministère va mener une enquête pour en savoir plus sur les liens entre les attaques et le gouvernement chinois. Selon des responsables, les pirates informatiques disent être en relation étroite avec les services de renseignement chinois et les cibles visées par les pirates informatiques comprendraient des militants prodémocratie à Hongkong.

(*Radio Japon international, le 17-09-2020*)

Le département de la Justice américaine a accusé cinq ressortissants chinois en fuite d'avoir pénétré illégalement dans le système informatique de plus de 100 entreprises et institutions aux États-Unis et à l'étranger, notamment des universités, des groupes de réflexion et des entreprises de réseaux-sociaux et de jeux-vidéo. L'annonce a été faite pendant une conférence de presse du Federal Bureau of Investigation (FBI) hier. Le département a précisé que les hackers en question du groupe *APT41* étaient sans doute liés à Pékin d'une manière ou d'une autre, puisque les personnes ciblées comprenaient notamment des activistes pro-démocratie hongkongais ainsi qu'une université, une entreprise de télécom et une société taïwanaise du domaine de l'énergie. En octobre 2019, des hackers auraient attaqué une université taïwanaise en volant plus de 67 000 données et photos.

(*Radio Taïwan international, le 17-09-2020*)

Des liens existeraient entre des hackers nord-coréens et des cybercriminels russes, selon Intel 471...

D'après un rapport publié par la compagnie de sécurité américaine Intel 471, relayé hier par l'AFP, un lien entre le groupe de cyberpiratage basé en Corée du Nord, *Lazarus*, et le code malveillant *TrickBot*, a été détecté. Selon ce rapport, il est possible que des cybercriminels du pays communiste tissent un lien de confiance avec des hackers russophones de très haut niveau. Le document avance également que des codes malveillants créés par les premiers auraient été diffusés via les réseaux détenus par les seconds. Pour information, *Lazarus* est connu pour ses activités illégales organisées, notamment des cyberattaques contre des banques en ligne ou des plateformes de monnaies virtuelles visant à fournir des devises étrangères au régime de Kim Jong-un. Quant à *TrickBot*, il est considéré comme l'un des plus dangereux *malware* au monde utilisés par des pirates russophones.

(*KBS World Radio, le 17-09-2020*)

Le téléchargement de TikTok et WeChat en passe d'être interdit aux États-Unis...

Les Américains ne pourront plus télécharger les applications chinoises *TikTok* et *WeChat* à partir de dimanche, a décrété vendredi le département du Commerce. Le Parti communiste chinois a prouvé qu'il a les moyens et les raisons pour utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des États-Unis, indique-t-il dans un communiqué. Le blocage de *TikTok*, qui aurait 100 millions d'utilisateurs aux États-Unis, pourrait toutefois être levé si son propriétaire ByteDance concluait une transaction concernant ses activités américaines d'ici le 12 novembre. Rappelons que l'entreprise Oracle a les faveurs de l'entreprise chinoise ByteDance dans le cadre d'une éventuelle entente. Microsoft s'était aussi montrée intéressée. *TikTok* est soupçonnée par Washington de pouvoir être utilisée par les services de renseignement chinois, ce que l'entreprise a toujours fermement nié.

(*Radio Canada international, le 18-09-2020*)

En Allemagne, ouverture d'une enquête judiciaire pour homicide involontaire après le piratage informatique d'un hôpital...

En Allemagne, la justice ouvre une enquête pour homicide involontaire dans une affaire de piratage informatique. Un piratage qui avait pris pour cible, il y a une semaine, le système informatique de l'hôpital de Düsseldorf, paralysant ainsi les services d'ambulances et d'admission, et il se pourrait que ce piratage soit responsable du décès d'une patiente de 78 ans. Gravement malade, elle n'avait pas pu être admise en urgence dans cet hôpital et avait dû être conduite dans un établissement plus éloigné où elle est finalement décédée. On ne sait pas encore s'il s'agissait d'un ou plusieurs hackers. Aucune rançon, d'ailleurs, n'avait été demandée.

(Deutsche Welle, le 18-09-2020)

Aux États-Unis, une utilisatrice d'Instagram dépose une plainte pour espionnage à l'encontre de Facebook.....

Après que des utilisateurs d'Instagram ont remarqué en juillet un indicateur allumé montrant le fonctionnement de la caméra lorsqu'elle n'était pas activée, une Américaine a décidé de porter plainte le 17 septembre contre Facebook pour espionnage. Facebook est poursuivi pour avoir prétendument espionné des utilisateurs d'Instagram en raison de l'utilisation non autorisée de la caméra de leur smartphone, rapporte Bloomberg. Dans la plainte déposée jeudi 17 septembre devant le tribunal fédéral de San Francisco, une utilisatrice Instagram du New Jersey affirme que l'emploi de la caméra par l'application est intentionnel et effectué dans le but de collecter des données lucratives et précieuses sur ses utilisateurs auxquelles elle n'aurait autrement pas accès. « En obtenant des données personnelles extrêmement privées et intimes sur leurs utilisateurs, y compris dans la confidentialité de leur propre maison, Facebook est en mesure d'augmenter ses revenus publicitaires en ciblant les utilisateurs plus que jamais auparavant » indique-t-elle dans sa plainte. Elle estime en outre que Facebook est capable de voir en temps réel comment les utilisateurs réagissent aux publicités sur Instagram, fournissant des informations extrêmement précieuses à ses annonceurs.

(Radio Sputnik, le 19-09-2020)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30